

Initiatives ministérielles

leur identité dans les foules et où les attend un sort pire qu'avant.

Il faudra attendre d'avoir un gouvernement qui tentera de régler les problèmes des gens, qui les encouragera à se perfectionner pour pouvoir relever les défis de la vie quotidienne; ce n'est qu'à ce moment-là que les préposés aux comptes publics du Canada pourront en toute honnêteté nous affirmer que l'argent est bien dépensé et bien investi.

Il faut se débarrasser du gouvernement. D'après les résultats du sondage diffusés ce matin, plus de trois Canadiens sur quatre sont d'accord avec cette affirmation. Toutes les belles paroles du gouvernement, du ministre des Finances, du premier ministre et toutes les promesses qu'ils ont rompues doivent être remplacées par l'intégrité d'un gouvernement libéral qui proposera un programme visant à réunifier le Canada et les Canadiens afin que tous nos concitoyens puissent vivre en harmonie et avoir confiance en l'avenir et afin que nous puissions promouvoir encore davantage l'harmonie dans le monde d'aujourd'hui et orienter la paix qui se dessine dans les pays de l'Europe de l'Est.

Le Canada a toujours tenu un rôle important sur la scène internationale et c'est probablement le plus important compte public que nous pourrions étudier aujourd'hui, puisque c'est en contribuant activement à promouvoir la paix et à surveiller les développements et les changements pacifiques qui se produisent actuellement en Europe de l'Est que nous protégerons probablement la planète contre une troisième guerre mondiale. C'est sûrement le plus important compte public que nous pourrions imaginer.

Madame la Présidente, je vous remercie de la patience inouïe dont vous avez fait preuve ainsi que de la considération que vous m'avez témoignée quand j'ai été interrompu environ six fois au cours de mon intervention.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de dire que j'ai bien hâte de savoir exactement comment nous allons trouver quelque part un Parti libéral qui soit intègre. J'en cherche un depuis bien des années, mais je ne peux pas dire que je l'ai trouvé. Ce qui ne veut pas dire que j'appuie ce projet de loi d'emprunt présenté par le gouvernement.

Il est tout à fait remarquable qu'un gouvernement ayant une cote de popularité de 17 p. 100 dise à la Chambre: «Nous ne voulons emprunter que 25,5 milliards de dollars.» Fort d'un appui de 17 p. 100, nous voulons 25,5 milliards.

Je suis certain que les gouvernements qui se sont succédé dans le monde, et dans notre pays, ont fait des demandes scandaleuses. Mais je doute que nous ayons déjà entendu rien de plus scandaleux, de la part d'un gouvernement qui n'a l'appui que de 17 p. 100 de la population, qu'une demande d'emprunt de 25,5 milliards de dollars.

Si nous, députés du Parlement du Canada, donnions carte blanche à ce groupe incompetent de ministres, de présidents de comité et de députés pour qu'ils empruntent 25,5 milliards de dollars, cela voudrait dire que nous faisons confiance à leur capacité de gérer l'économie, à leur compétence. Madame la Présidente, compte tenu de ce qui s'est passé ces dernières années, et pour être encore plus précis, de ce qui s'est passé la semaine dernière, comment pourrions-nous faire autrement que de ne ressentir que mépris, irrespect et manque de confiance pour le gouvernement qui est en face de nous?

Je dois féliciter le nouveau ministre qui a présenté ce projet de loi. Il représente un ajout honorable à l'équipe du gouvernement; on ne peut en dire autant d'un bon nombre des ministres. Je tiens à ce que ce soit bien clair. Au début de son intervention sur ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, il a soutenu que celui-ci se justifiait du fait que les résultats du gouvernement sur le plan de la réduction des dépenses étaient excellents, que ces résultats bénéficiaient à toute la population du pays et que celle-ci pouvait donc avoir confiance en lui. En fait, si on analyse le dernier budget, on s'aperçoit bien qu'il constitue une série d'attaques contre les groupes et contribuables les plus faibles et les plus démunis.

• (1520)

Les conservateurs s'en sont pris aux pauvres en réduisant les budgets des programmes d'aide sociale de diverses provinces. Ils s'en sont pris aux autochtones en réduisant l'aide accordée à des groupes comme l'Assemblée des Premières nations, qui a ouvertement dénoncé le gouvernement au nom des autochtones. Ils ont réduit l'aide consentie aux groupes de femmes, qui n'ont pas manqué non plus de le critiquer. Ils ont aussi sacrifié